



N° 2984

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 15 juillet 2015.

RAPPORT D'INFORMATION

DÉPOSÉ

en application de l'article 145 du Règlement

PAR LA COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

*sur le bilan d'activité de la commission des Lois
du 28 juin 2012 au 30 juin 2015,*

PAR M. JEAN-JACQUES URVOAS,

Président.

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	5
ACTIVITÉ DE LA COMMISSION	7
TEXTES	11
LOIS DÉFINITIVEMENT ADOPTÉES DEPUIS JUIN 2012 : 52	13
TEXTES EXAMINÉS PAR LA COMMISSION : 129	16
41 projets de loi (examen au fond)	17
12 projets de loi examinés pour avis (y compris les projets de loi de finances pour 2013, 2014 et 2015)	20
38 propositions de loi issues de l'Assemblée nationale	21
23 propositions de loi issues du Sénat	24
1 proposition de loi examinée pour avis	25
3 propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale	25
11 153 amendements examinés en Commission	26
4 076 amendements adoptés par la Commission	26
213 rapports législatifs, soit 22 573 pages	26
32 rapports autres que législatifs, soit 3 447 pages	26
Total : 245 rapports, soit 26 020 pages	26
32 commissions mixtes paritaires	26
CONTRÔLE	27
13 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LA COMMISSION DES LOIS	28
6 AUTRES RAPPORTS D'INFORMATION	28
2 RAPPORTS D'APPLICATION DE LA LOI	29
5 PROPOSITIONS DE RÉOLUTION TENDANT À LA CRÉATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE EXAMINÉES PAR LA COMMISSION DES LOIS	29
6 PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION EXAMINÉES PAR LA COMMISSION DES LOIS	29
AUDITIONS DE PERSONNALITÉS EN VUE DE LEUR NOMINATION PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OU LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	31
AUDITIONS DE MINISTRES	32
AUDITIONS D'AUTRES PERSONNALITÉS	33

MESDAMES, MESSIEURS,

Comme c'est devenu l'usage depuis le début de la XIV^e législature, la commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République a souhaité publier un rapport d'activité et ce, pour la période du 28 juin 2012 au 30 juin 2015.

À l'issue de la session 2014 – 2015, on constate que la commission des Lois aura été, une fois de plus, particulièrement sollicitée et la présente session extraordinaire n'infléchira pas cette tendance.

Depuis le début de la législature, la commission des Lois aura examiné 129 textes dont 102 projets ou propositions de loi dont elle a été saisie au fond. 52 de ces textes sont d'ores et déjà devenus des lois définitives. Sur ces textes, 26 étaient d'application immédiate, 26 autres supposaient que soient édictées des mesures réglementaires d'application. De tels décrets n'ont pas encore été pris pour dix de ces lois, ce qui n'est pas satisfaisant.

Le nombre de projets de loi examinés au fond par la commission des Lois reste important (41). La proportion de propositions de loi a, quant à elle, augmenté en raison des nombreuses initiatives des groupes d'opposition et des groupes minoritaires dans le cadre de la journée de l'ordre du jour qui leur est réservée chaque mois. 71 propositions de loi ont été examinées au fond depuis le 28 juin 2012.

Depuis cette date, la commission des Lois a tenu 288 réunions correspondant à 415 heures de travail. Elle aura siégé 865 heures en séance publique, ce qui correspond à 40 % de l'ordre du jour hors discussions des projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale.

La commission des Lois a publié 245 rapports, représentant plus de 26 000 pages, que ce soit dans le cadre de l'examen de textes ou des activités de contrôle menées par les missions d'information créées par la Commission.

11 153 amendements ont été examinés par la commission des Lois depuis trois ans ; 4 076 ont été adoptés, soit une proportion de 36 %.

À cet égard, il faut constater que le gouvernement semble prendre l'habitude de déposer, en séance publique, des amendements portant article additionnel sur ses propres projets de loi. Comment expliquer une telle tendance ? Est-ce une insuffisance de préparation de certains textes, les amendements gouvernementaux venant alors combler des lacunes révélées lors des échanges avec le rapporteur, puis lors des débats en Commission ? Est-ce pour s'émanciper de certaines procédures ? En effet, les amendements gouvernementaux ne sont pas soumis à l'avis du Conseil d'État et sont dispensés d'étude d'impact. Ces pratiques, qui dans certains cas extrêmes, approchent le détournement de procédure n'ont pas vocation à perdurer. Et il faut donc souhaiter que la session 2015-2016 puisse le démontrer.

ACTIVITÉ DE LA COMMISSION

Nombre de réunions de la Commission	288
Nombre d'heures de réunion de Commission	415 h
Nombre d'heures passées en séance sur les textes examinés au fond par la Commission	865 h
Pourcentage du temps de discussion législative de l'Assemblée nationale hors projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale	40 %
Pourcentage du temps de discussion législative de l'Assemblée nationale, projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale compris	34 %

TEXTES

La commission des Lois a examiné au fond **102 projets ou propositions de loi** entre le 28 juin 2012 et le 30 juin 2015.

52 d'entre eux sont devenus des lois promulguées, soit **près de 33 % des lois promulguées** sur la période (hors projets de loi autorisant la ratification de conventions internationales).

*
* *

On ajoutera que plusieurs textes ont été ou pourraient être adoptés définitivement ou promulgués lors de la session extraordinaire de juillet 2015 : le projet de loi relatif au renseignement ; le projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne ; le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon ; le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République ; le projet de loi relatif à la réforme de l'asile ; la proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement ; la proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales.

LOIS DÉFINITIVEMENT ADOPTÉES DEPUIS JUIN 2012 : 52

Projet (PJL) ou proposition (PPL)		Loi définitive
2012		
1.	PJL	Loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel
2.	PJL	Loi n° 2012-1432 du 21 décembre 2012 relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme
3.	PPL	Loi n° 2012-1441 du 24 décembre 2012 relative aux juridictions de proximité
4.	PPL	Loi organique n° 2012-1557 du 31 décembre 2012 relative à la nomination du directeur général de la société anonyme BPI-Groupe
5.	PJL	Loi n° 2012-1560 du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées
6.	PPL	Loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération
2013		
7.	PJL	Loi organique n° 2013-402 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux
8.	PJL	Loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral
9.	PJL	Loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe
10.	PPL	Loi n° 2013-428 du 27 mai 2013 modernisant le régime des sections de commune
11.	PJL	Loi n° 2013-498 du 13 juin 2013 portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger
12.	PJL	Loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France
13.	PJL	Loi n° 2013-669 du 25 juillet 2013 relative aux attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique
14.	PJL	Loi n° 2013-702 du 2 août 2013 relative à l'élection des sénateurs
15.	PJL	Loi n° 2013-711 du 5 août 2013 portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France
16.	PPL	Loi n° 2013-713 du 5 août 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris
17.	PJL	Loi organique n° 2013-906 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

18.	PJL	Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
19.	PPL	Loi n° 2013-921 du 17 octobre 2013 portant création d'un Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics
20.	PJL	Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens
21.	PJL	Loi organique n° 2013-1026 du 15 novembre 2013 relative à l'indépendance de l'audiovisuel public
22.	PJL	Loi organique n° 2013-1027 du 15 novembre 2013 portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie
23.	PJL	Loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer
24.	PJL	Loi organique n° 2013-1114 du 6 décembre 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution
25.	PJL	Loi organique n° 2013-1115 du 6 décembre 2013 relative au procureur de la République financier
26.	PJL	Loi n° 2013-1116 du 6 décembre 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution
27.	PJL	Loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière
28.	PJL	Loi n° 2013-1159 du 16 décembre 2013 transposant la directive 2013/1/UE du Conseil, du 20 décembre 2012, modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants
2014		
29.	PJL	Loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises
30.	PJL	Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
31.	PJL	Loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur
32.	PJL	Loi n° 2014-126 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen
33.	PPL	Loi n° 2014-172 du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections
34.	PPL	Loi n° 2014-315 du 11 mars 2014 renforçant la lutte contre la contrefaçon
35.	PJL	Loi n° 2014-372 du 28 mars 2014 relative à la géolocalisation
36.	PPL	Loi n° 2014-528 du 26 mai 2014 modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté
37.	PJL	Loi n° 2014-535 du 27 mai 2014 portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil, du 22 mai 2012, relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales

38.	PPL	Loi n° 2014-640 du 20 juin 2014 relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive
39.	PPL	Loi n° 2014-744 du 1 ^{er} juillet 2014 permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique
40.	PPL	Loi organique n° 2014-871 du 4 août 2014 relative à la nomination des dirigeants de la SNCF
41.	PJL	Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
42.	PPL	Loi n° 2014-878 du 4 août 2014 relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland (Lyon)
43.	PJL	Loi n° 2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales
44.	PJL	Loi n° 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme
2015		
45.	PJL	Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral
46.	PJL	Loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
47.	PPL	Loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire
48.	PPL	Loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes
49.	PPL	Loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat
50.	PPL	Loi n° 2015-294 du 17 mars 2015 visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire
51.	PJL	Loi n° 2015-382 du 3 avril 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon
52.	PPL	Loi n° 2015-714 du 24 juin 2015 tendant à préciser l'infraction de violation de domicile

TEXTES EXAMINÉS PAR LA COMMISSION : 129

41 projets de loi examinés au fond

12 projets de loi examinés pour avis

38 propositions de loi issues de l'Assemblée nationale examinées au fond

23 propositions de loi issues du Sénat examinées au fond

1 proposition de loi examinée pour avis

3 propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale

5 propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête

6 propositions de résolution européenne

41 projets de loi (examen au fond)

1. Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution
2. Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution
3. Projet de loi relatif au harcèlement sexuel
4. Projet de loi relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme
5. Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe
6. Projet de loi relatif à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées
7. Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux
8. Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral
9. Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France
10. Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature
11. Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger
12. Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France
13. Projet de loi relatif aux attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique
14. Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives avec le mandat de député ou de sénateur
15. Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen
16. Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique
17. Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique
18. Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière
19. Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier

20. Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
21. Projet de loi renforçant la protection du secret des sources des journalistes
22. Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public
23. Projet de loi relatif aux sénateurs
24. Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens
25. Projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie
26. Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer
27. Projet de loi habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises
28. Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants
29. Projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines
30. Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes
31. Projet de loi relatif à la géolocalisation
32. Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
33. Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales
34. Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral
35. Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme
36. Projet de loi relatif à la réforme de l'asile
37. Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République
38. Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon

39. Projet de loi relatif au renseignement
40. Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne
41. Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon

**12 projets de loi examinés pour avis
(y compris les projets de loi de finances pour 2013, 2014 et 2015)**

1. Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts
2. Projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer
3. Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires
4. Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi
5. Projet de loi relatif à la consommation
6. Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire
7. Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires
8. Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale
9. Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense
10. Projet de loi de finances pour 2013 (14 rapports pour avis)
11. Projet de loi de finances pour 2014 (14 rapports pour avis)
12. Projet de loi de finances pour 2015 (14 rapports pour avis)

38 propositions de loi issues de l'Assemblée nationale

1. Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections
2. Proposition de loi portant création des principes d'adaptabilité et de subsidiarité en vue d'une mise en œuvre différenciée des normes en milieu rural
3. Proposition de loi visant à former aux cinq gestes qui sauvent face à un accident de la route lors de la préparation des permis de conduire
4. Proposition de loi précisant les conditions de l'usage légal de la force armée par les représentants de l'ordre dans l'exercice de leurs missions et renforçant la protection fonctionnelle de policiers et des gendarmes
5. Proposition de loi tendant à la suppression du mot "race" de notre législation
6. Proposition de loi visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en œuvre de la procédure d'évacuation forcée
7. Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de BPI-groupe
8. Proposition de loi constitutionnelle tendant à encadrer la rétroactivité des lois fiscales
9. Proposition de loi organique tendant à encadrer la rétroactivité des lois fiscales
10. Proposition de loi relative au respect de la neutralité religieuse dans les entreprises et les associations
11. Proposition de loi relative à l'élection des conseillers de Paris
12. Proposition de loi constitutionnelle visant à ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires
13. Proposition de loi organique portant modification de la loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse
14. Proposition de loi organique créant des objectifs régionaux de dépenses d'assurance maladie (ORDAM)
15. Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive
16. Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation,

17. Proposition de loi relative à l'autorité parentale et à l'intérêt de l'enfant
18. Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF
19. Proposition de loi de renforçant la lutte contre l'apologie du terrorisme sur internet
20. Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon)
21. Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par voie électronique des Français de l'étranger à l'élection présidentielle et à l'élection des représentants au Parlement européen
22. Proposition de loi visant à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes
23. Proposition de loi visant à accélérer, simplifier et réduire le coût du passage de l'examen du permis de conduire
24. Proposition de loi constitutionnelle visant à instaurer un principe d'innovation responsable
25. Proposition de loi visant à déchoir de la nationalité française tout individu portant les armes contre les forces armées et de police
26. Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées par les Français pour obtenir une gestation pour autrui
27. Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre
28. Proposition de loi visant à assouplir le mécanisme dit du « droit d'option départemental »
29. Proposition de loi relative aux connaissances linguistiques des candidats francophones à la naturalisation
30. Proposition de loi organique relative à la nomination du président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité
31. Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre
32. Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales
33. Proposition de loi relative à la légitime défense des policiers

34. Proposition de loi visant à faire perdre la nationalité française à tout individu arrêté ou identifié portant les armes ou se rendant complice par la fourniture de moyens à des opérations armées contre les forces armées ou les forces de sécurité françaises ou tout civil Français et à rétablir le crime d'indignité nationale pour les Français sans double nationalité
35. Proposition de loi relative au droit de préemption des salariés
36. Proposition de loi visant à instaurer une dérogation aux délais de paiement interentreprises pour les activités de "grand export"
37. Proposition de loi relative au statut, à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
38. Proposition de loi instaurant une action de groupe en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités

23 propositions de loi issues du Sénat

1. Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial
2. Proposition de loi relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération
3. Proposition de loi relative aux juridictions de proximité
4. Proposition de loi portant création d'un Conseil national chargé du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales
5. Proposition de loi relative au contrôle des normes applicables aux collectivités territoriales et à la simplification de leur fonctionnement
6. Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen
7. Proposition de loi visant à moderniser le régime des sections de commune
8. Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives
9. Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris
10. Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne
11. Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat
12. Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriale et à leurs groupements
13. Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon
14. Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté
15. Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte à opération unique
16. Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire
17. Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération

18. proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles
19. Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité à certaines personnes ou structures privées accueillant des mineurs et à assurer le respect du principe de laïcité
20. Proposition de loi tendant à clarifier le signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé
21. Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile
22. Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité territoriale de Saint-Barthélemy
23. Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement

1 proposition de loi examinée pour avis

1. Proposition de loi relative à la protection de l'enfant

3 propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale

1. Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale afin d'instaurer la faculté, pour les groupes politiques, de se doter d'une coprésidence paritaire
2. Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale, afin de doter les groupes parlementaires d'un statut d'association
3. Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale

Amendements examinés en Commission

- **11 153 amendements** ont été examinés au cours des réunions de la commission des Lois ⁽¹⁾.

Amendements adoptés par la Commission

- **4 076 amendements** ont été adoptés au cours des réunions de la commission des Lois (soit 36,55 % des amendements examinés).

213 rapports législatifs, soit 22 573 pages

- 161 rapports au fond sur les projets et les propositions de loi, ce qui correspond à 18 810 pages.
- 52 rapports pour avis (y compris avis budgétaires), soit 3 763 pages.

32 rapports autres que législatifs, soit 3 447 pages

- 6 rapports sur des propositions de résolutions européennes, soit 153 pages.
- 5 rapports sur des propositions de résolution visant à créer une commission d'enquête, soit 95 pages.
- 3 rapports sur des propositions de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale, soit 325 pages
- 2 rapports sur la mise en application des lois, soit 72 pages
- 16 rapports d'information, soit 2 802 pages.

TOTAL : 245 RAPPORTS, SOIT 26 020 PAGES

Commissions mixtes paritaires

32 CMP, dont 20 accords et 12 échecs

⁽¹⁾ Amendements déposés en Commission.

CONTRÔLE

13 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LA COMMISSION DES LOIS

1. Mission d'information sur les moyens de lutte contre la surpopulation carcérale
2. Mission d'information sur l'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement
3. Mission d'information sur la mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences
4. Mission d'information sur la transparence de la gouvernance des grandes entreprises
5. Mission d'information sur le rôle de la justice en matière commerciale
6. Mission d'information sur le statut de l'élu
7. Mission d'information sur la révision des condamnations pénales
8. Mission d'information relative à la lutte contre l'insécurité sur tout le territoire
9. Mission d'information sur la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin
10. Mission d'information relative à la lutte contre l'insécurité sur tout le territoire
11. Mission d'information sur les professions juridiques réglementées
12. Mission d'information sur les modalités d'inscription sur les listes électorales
13. Mission d'information sur la prescription en matière pénale

6 AUTRES RAPPORTS D'INFORMATION

1. Rapport d'information portant contribution de la commission des Lois au débat sur la rénovation de la vie publique
2. Rapport d'information sur les implications constitutionnelles d'une ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires
3. Rapport d'information sur la mission effectuée en Nouvelle-Calédonie du 2 au 8 septembre 2013
4. Rapport d'information sur la question prioritaire de constitutionnalité
5. Rapport d'information sur l'encellulement individuel
6. Rapport d'information sur l'indignité nationale

2 RAPPORTS D'APPLICATION DE LA LOI

1. Rapport sur la mise en application de la loi n° 2011-1940 du 26 décembre 2011 visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants
2. Rapport sur la mise en application de la loi organique n° 2013-402 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral

5 PROPOSITIONS DE RÉOLUTION TENDANT À LA CRÉATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE EXAMINÉES PAR LA COMMISSION DES LOIS

1. Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des services de renseignement français dans le suivi et la surveillance des mouvements radicaux armés
2. Proposition de résolution relative au fonctionnement de l'action du Gouvernement et des services de l'État entre le 4 décembre 2012 et le 2 avril 2013 dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la démission d'un membre du Gouvernement
3. Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la gestion de la sécurité lors des manifestations et rassemblements de personnes à Paris, depuis le 16 mai 2012
4. Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes
5. Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux missions et modalités du maintien de l'ordre républicain dans un contexte de respect des libertés publiques et du droit de manifestation

6 PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION EXAMINÉES PAR LA COMMISSION DES LOIS

1. Proposition de résolution européenne sur le régime d'asile européen commun
2. Proposition de résolution européenne sur Europol
3. Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Conseil portant création du parquet européen
4. Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust)

5. Proposition de résolution européenne sur les orientations pour l'avenir de l'espace de liberté, de sécurité et de justice
6. Proposition de résolution européenne relative à la responsabilité sociale des entreprises au sein de l'Union européenne

On ajoutera que Mme Marietta Karamanli et M. Guy Geoffroy, chargés de la veille européenne pour la commission des Lois, ont procédé à **6 communications** devant la Commission **sur l'actualité de l'Union européenne**.

**AUDITIONS DE PERSONNALITÉS EN VUE DE LEUR NOMINATION PAR
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OU LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE**

1.	05/12/2012	M. Pascal Brice (nomination proposée par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)
2.	20/02/2013	Mme Nicole Maestracci (nomination proposée par le président de la République pour le Conseil constitutionnel)
3.	20/02/2013	Mme Claire Bazy-Malaurie (nomination proposée par le Président de l'Assemblée nationale pour le Conseil constitutionnel)
4.	11/12/2013	Mme Danièle Rivaille, (nomination proposée par le Président de l'Assemblée nationale pour la Haute autorité pour la transparence de la vie publique)
5.	11/12/2013	M. Jean-Louis Nadal (nomination proposée par le président de la République au poste de président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique)
6.	02/07/2014	Mme Adeline Hazan (nomination proposée par le président de la République à la fonction de Contrôleur général des lieux de privation de liberté)
7.	02/07/2014	M. Jacques Toubon (nomination proposée par le président de la République à la fonction de Défenseur des droits)
8.	17/12/2014	M. Lionel Jospin (nomination proposée par le Président de l'Assemblée nationale pour le Conseil constitutionnel)
9.	14/01/2015	Mme Soraya Amrani Mekki (nomination proposée par le président de la République pour le Conseil supérieur de la magistrature)
10.	14/01/2015	M. Jean Danet (nomination proposée par le président de la République pour le Conseil supérieur de la magistrature)
11.	14/01/2015	M. Fabrice Hourquebie (nomination proposée par le Président de l'Assemblée nationale pour le Conseil supérieur de la magistrature)
12.	14/01/2015	Mme Évelyne Serverin (nomination proposée par le Président de l'Assemblée nationale pour le Conseil supérieur de la magistrature)
13.	11/02/2015	M. Guillaume Tusseau (nomination proposée par le Président de l'Assemblée nationale pour le Conseil supérieur de la magistrature)

AUDITIONS DE MINISTRES

1.	05/07/2012	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice
2.	12/07/2012	M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur
3.	17/07/2012	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice
4.	17/07/2012	Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes
5.	19/07/2012	M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer
6.	18/10/2012	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice
7.	24/10/2012	M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur
8.	25/10/2012	M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer
9.	14/11/2012	M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur
10.	18/12/2013	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des Affaires sociales, chargée de la famille
11.	30/01/2013	M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur
12.	02/04/2013	Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger
13.	21/05/2013	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice
14.	04/06/2013	M. Alain Vidalies, ministre des Relations avec le Parlement
15.	05/06/2013	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice, M. Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances et M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget
16.	18/06/2013	M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur
17.	01/07/2013	Mme Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation
18.	06/11/2013	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice
19.	10/12/2013	Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes
20.	30/04/2014	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur
21.	27/05/2014	Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice
22.	08/07/2014	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur
23.	22/07/2014	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur
24.	01/10/2014	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur

25.	25/11/2014	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur
26.	03/02/2015	Mme Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la fonction publique, et M. André Vallini, secrétaire d'État à la réforme territoriale
27.	10/03/2015	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur
28.	31/03/2015	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, et Mme Christiane Taubira, ministre de la Justice
29.	04/06/2015	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur

AUDITIONS D'AUTRES PERSONNALITÉS

1.	04/10/2012	Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et libertés
2.	21/11/2012	M. Marc Guillaume, secrétaire général du Conseil constitutionnel M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État M. Vincent Lamanda, premier président de la cour de cassation
3.	21/11/2012	Mme Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne
4.	27/11/2012	M. Lionel Jospin, ancien Premier Ministre, président de la commission sur la rénovation et la déontologie de la vie publique
5.	29/11/2012	Table ronde sur les langues régionales réunissant des professeurs de droit public : M. Jean-Eric Gicquel, M. Ferdinand Mélin-Soucramanien, M. Michel Verpeaux et M. Jean-Marie Woehrling
6.	04/12/2012	M. Bertrand Mathieu, professeur de droit public à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, sur la question prioritaire de constitutionnalité Mme Anne Levade, professeure de droit public à l'Université Paris Est - Créteil Val de Marne, sur la question prioritaire de constitutionnalité M. Dominique Rousseau, professeur de droit public à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, sur la question prioritaire de constitutionnalité
7.	19/12/2012	M. Jean-Claude Marin, procureur général de la Cour de cassation, sur la question prioritaire de constitutionnalité M. Daniel Lévy, directeur du pôle juridique du Conseil national des barreaux et Mme Catherine Saint-Geniest, membre du Conseil de l'ordre du barreau de Paris, sur la question prioritaire de constitutionnalité

8.	11/04/2013	<p>Table ronde réunissant des professeurs de droit sur les projets de loi constitutionnelle relatif à la démocratie sociale (n° 813), relatif aux incompatibilités applicables à l'exercice de fonctions gouvernementales et à la composition du Conseil constitutionnel (n° 814) et relatif à la responsabilité juridictionnelle du Président de la République et des membres du Gouvernement (n° 816) :</p> <p>Mme Julie Benetti, professeure à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, M. Jean-Philippe Derosier, professeur à l'Université de Rouen, Mme Wanda Mastor, professeure à l'Université de Toulouse Capitole, Mme Ariane Vidal-Naquet, professeure à l'Université Paul Cézanne d'Aix-Marseille.</p>
9.	09/10/2013	M. Alain Zabulon, coordonnateur national du renseignement
10.	30/10/2013	M. Patrick Calvar, directeur central du renseignement intérieur
11.	12/02/2014	M. Jean-Marie Delarue, Contrôleur général des lieux de privation de liberté
12	08/10/2014	M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'état
13	03/11/2014	<p>Auditions consacrées à l'encellulement individuel :</p> <p>M. Pierre Victor Tournier, directeur de recherches au CNRS ;</p> <p>M. Charles Giusti, directeur-adjoint de l'administration pénitentiaire ;</p> <p>Mme Adeline Hazan, Contr�leure générale des lieux de privation de liberté</p>
14.	02/12/2014	Général Pierre Renault, chef de l'Inspection générale de la gendarmerie nationale, général Marc Betton, coordonnateur des enquêtes internes à l'Inspection générale de la gendarmerie nationale, et colonel Richard Anin, chef du bureau des enquêtes administratives
15.	18/02/2015	M. Jacques Toubon, défenseur des droits
16.	17/06/2015	M. Dean Spielmann, président de la Cour européenne des droits de l'homme, et M. André Potocki, juge à la Cour européenne des droits de l'homme